



sante-secu-social.npa2009.org

RAS LE BOL DE CES GUIGNOLS ! A L'HÔPITAL PAS DE MOYENS POUR FAIRE FACE À LA «3ÈME VAGUE» ...ET ILS PRÉPARENT DÉJÀ LA 4ÈME !

Alors que le chiffre macabre de 100 000 morts du Covid en France est officiellement franchi, Macron, Castex, Veran, Blanquer se succèdent derrière les micros pour expliquer que l'épidémie est «sous contrôle», et annoncer le «bout du tunnel». La réalité est pourtant toute autre .

À l'hôpital la situation est critique et va le rester. Le nombre de patients en réanimation reste au même niveau très élevé (au dessus des 5000)

et ne baisse pas. La tension dans l'ensemble des services hospitaliers est insupportable. Faute de personnel les lits «Covid» supplémentaires ouverts, le sont en ponctionnant du personnel dans les autres services, au détriment des autres patients qui voient leurs soins différés. L'absentéisme explose. Selon une enquête d'octobre 2020, 57% des infirmierEs ayant répondu déclarent être en

situation d'épuisement professionnel. Un doublement par rapport à avant la crise sanitaire. 43% ne savent pas s'ils et elles seront infirmierEs dans cinq ans.

Le nouveau déconfinement, annoncé pour Mai, prépare davantage une «quatrième vague» ou le maintien d'un «plateau» très élevé plutôt qu'une sortie de crise. Le nombre de nouveaux cas détectés chaque jour reste supérieur à 30 000. Les 5000 cas fixés à l'automne par Macron comme «objectif» pour le second déconfinement ne sont qu'un lointain souvenir.

Pourtant

- Les classes reprennent dans les mêmes conditions qu'avant les vacances, sans tenir compte des demandes des enseignants, des élèves et de leurs parents.

- La protection au travail reste insuffisante, et le travail et les transports pour s'y rendre restent la première source de contamination.

- La politique de tests et d'isolement est toujours aussi inefficace, faute de moyens humains.

- La vaccination, faute de décisions politiques fortes est à la traîne, en l'absence de remise en cause des brevets et de réquisition des capacités de production des laboratoires. Ainsi pas un flacon de vaccin n'est encore sorti des usines Sanofi, en attendant un hypothétique vaccin dans un an !



À L'HÔPITAL, LES PROMESSES DU POUVOIR NE VALENT PAS MIEUX.

Le «Sécur de la santé» confirme qu'il n'était qu'une duperie.

La première revendication : la formation et le recrutement massif de personnel statutaire n'a pas eu un début d'application. Pire : restructurations et suppressions de postes continuent. Quant aux salaires, malgré les «avancées» nous sommes loin du compte .

Alors, malgré les déceptions et la fatigue, pas d'autres voies que de reprendre le chemin de la lutte et de se mobiliser tous ensemble, salariéEs, usagerEs, syndiquéEs, non syndiquéEs, collectifs, syndicats, dans l'unité, afin d'imposer les recrutements, les salaires, les conditions de travail indispensables à l'hôpital public.

LE SÉGUR : UNE AVANCÉE VRAIMENT ?

Dans le cadre du « Ségur de la santé », le gouvernement vient d'annoncer un certain nombre de revalorisations des grilles salariales à compter du mois d'octobre prochain pour plus de 500 000 soignantEs paramédicaux, fonctionnaires de la fonction publique hospitalière.

Encore une fois, le gouvernement joue la division. Les nouvelles grilles de salaire ne concernent pas tous les métiers de l'hôpital. Elles ne s'appliquent qu'aux professionneEs titulaires. Les contractuel.e.s sont exclus de ces augmentations, alors qu'ils et elles représentaient en moyenne 28 % des effectifs de la fonction publique hospitalière en 2016. Les agentEs de service hospitalier (ASH), assistantes sociales, personnels administratifs, ouvrierEs, etc., sont exclus de ces augmentations alors qu'ils et elles sont partie prenante du soin.

ENDIGUER LES DÉPARTS

Il s'agit de la seconde étape des accords signés l'été dernier entre certains syndicats et le gouvernement. Cette revalorisation complète l'augmentation de 183 euros net intervenue en 2020, qui divisait déjà les personnels. Ces augmentations ne s'avèrent importantes qu'après seulement 20 ans de carrière, une situation devenue exceptionnelle. À titre d'exemple, en fin de carrière, cela équivaudra à 650 euros d'augmentation pour une aide-soignante. Après 20 ans de carrière cela fera 335 euros d'augmentation. Une infirmière en fin de carrière aura 536 euros d'augmentation. Après 20 ans de carrière cela lui fera 461 euros de plus.

Certaines catégories d'agentEs médico-sociaux percevront enfin les 183 euros d'augmentation à compter de juin (avec un an de retard). Là encore, tous les métiers ne seront pas concernés.

Ces augmentations inégalitaires ont plusieurs objectifs. Elles sont d'abord destinées à endiguer la fuite des paramédicaux. En effet, l'urgence reste le manque de personnel. Les démissions se multiplient ; 12 000 départs d'infirmières et d'aides-soignantes entre janvier et septembre 2020. À tel point que les directions bloquent les autorisations de démissions et les mises à disposition.

Elles visent également à combler la différence de salaire entre les infirmierEs françaises et leurs collègues européennes. Les infirmierEs hospitaliers français perçoivent une rémunération inférieure de 5 % au salaire moyen en France. En Allemagne, unE infirmierE gagne 13 % de plus que le salaire moyen, en Espagne 28 % de plus. Au Mexique, la rémunération est presque le double du salaire moyen...

Ces augmentations salariales, issues des mobilisations

massives du printemps dernier, sont les bienvenues. Mais, telles quelles sont conçues, le gouvernement tente d'éviter des conflits massifs à la sortie de la crise sanitaire en divisant les personnels des hôpitaux, du médico-social et du social.

NÉANMOINS SE MOBILISER !

Ce ne sont pas les raisons qui manquent, en six mois, il n'a pas été créé un seul lit de réanimation. Pire, de nombreux lits ont été fermés depuis mars 2020 et de nombreuses fermetures de lits sont toujours prévues et actées par le gouvernement, les tutelles et les directions. L'autre volet du « Ségur » maintient sans état d'âme la marchandisation de la santé avec, notamment, l'amplification des hôtels hospitaliers, la coopération public/privé, la mise en place de lits transitoires pour faire face aux pics d'activité... Mais rien sur l'arrêt des fermetures de lits !

Pas d'autre issue que reprendre la lutte tous ensemble, notamment le 29 mai dans le cadre de la mobilisation internationale des professionnels et usagers de la santé pour dire stop à l'austérité et aux normes budgétaires européennes !

